

**Visite au Canada de
M. Qiao Shi
Président, Comité permanent de
l'Assemblée nationale populaire de la Chine**

du 11 au 20 avril 1996

Cahier d'information

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E
3 5036 01073671 1

CA1 EA 96V31 EXF c.1 DOCS
Visit to canada by Qiao Shi
Chairman of the Standing Committe
43277887

Table des matières

Biographies

Le Premier ministre du Canada	5
M. Jean Chrétien	
Le ministre des Affaires étrangères	6
M. Lloyd Axworthy	
Le ministre du Commerce international	7
M. Art Eggleton	
Le Secrétaire d'État pour l'Asie — Pacifique	8
M. Raymond Chan	
Le Président du Sénat	9
M. Gildas Molgat	
Le Président de la Chambre des communes	10
M. Gilbert Parent	
Le Président, Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine	11
M. Qiao Shi	

Renseignements généraux

Les relations entre le Canada et la Chine	13
Les quatre piliers de la politique du Canada à l'égard de la Chine	17
Accords et protocoles d'entente entre le Canada et la Chine	22
Fiche documentaire sur la Chine	25
Fiche documentaire sur le Canada	26

Biographies

M. Jean Chrétien

Le Premier ministre du Canada

M. Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1958, il est entré au service d'un cabinet d'avocats de Shawinigan et il a été bâtonnier du Barreau de Trois-Rivières en 1962-1963.

M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du Premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État associé au ministre des Finances et en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu quatre fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres les Affaires indiennes et du Nord, l'Industrie et le Commerce, les Finances, la Justice, l'Énergie, les Mines et les Ressources. Il a été Président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976; il a été nommé Vice-premier ministre et Secrétaire d'État aux Affaires extérieures en juin 1984.

En septembre 1984, en tant que membre de l'Opposition, il est devenu porte-parole de son parti pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986 pour retourner à la pratique du droit dans le cabinet Lang, Michener, Lawrence & Shaw de 1986 à 1990. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corporation.

Quatre ans plus tard, M. Chrétien est revenu à la politique. Le 23 juin 1990, il a été élu chef du Parti libéral du Canada. Après avoir remporté une élection partielle, il est devenu officiellement chef de l'Opposition en décembre 1990.

M. Chrétien a été réélu député de la circonscription de Saint-Maurice le 25 octobre 1993, date à laquelle le Parti libéral a remporté la majorité des sièges à la Chambre des communes. Il est devenu le vingtième Premier ministre du Canada le 4 novembre 1993.

M. Chrétien a épousé Aline Chainé, de Shawinigan, en 1957 et ils ont trois enfants.

M. Lloyd Axworthy
Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy a été nommé ministre des Affaires étrangères le 25 janvier 1996. Après sa réélection à titre de député de la circonscription de Winnipeg-Sud-Centre, il a occupé, du 4 novembre 1993 à janvier 1996, les postes de ministre du Développement des ressources humaines et de ministre du Diversification de l'économie de l'Ouest. Pendant cette période, il a siégé au comité du Cabinet sur la politique de développement social, et également au comité du Cabinet sur la politique de développement économique dont il est encore membre actuellement.

M. Axworthy a été élu pour la première fois dans la circonscription de Winnipeg-Sud-Centre en 1988. Il a été nommé porte-parole libéral pour le commerce (février 1989) et a présidé le groupe spécial des libéraux sur le commerce et le Comité du caucus libéral sur la politique économique. En septembre 1990, il a été nommé porte-parole libéral pour les affaires extérieures et président du Comité libéral sur les affaires extérieures et la défense nationale. Il a été nommé vice-président du Comité permanent de la Chambre des communes sur les affaires étrangères et le commerce extérieur en mai 1991.

Après son élection pour la seconde fois dans la circonscription de Winnipeg-Fort-Garry en 1984, M. Axworthy a occupé le poste de porte-parole de l'opposition officielle pour l'expansion industrielle régionale et la Commission canadienne du blé (1984); il a aussi été porte-parole pour le commerce et porte-parole adjoint pour les affaires extérieures (1985-1988).

Élu au Parlement fédéral pour la première fois en 1979, M. Axworthy a été réélu en 1980, avant de siéger au Cabinet à titre de ministre de l'Emploi et de l'Immigration de 1980 à 1983 et de ministre responsable de la situation de la femme de 1980 à 1982. Il a également été ministre des Transports d'août 1983 à septembre 1984.

Dans le cadre de ses attributions au Cabinet, M. Axworthy a présidé le comité du Cabinet sur les affaires de l'Ouest et il a siégé aux comités sur les priorités et la planification, les affaires extérieures, la politique de développement social et la politique de développement économique.

Il a été élu deux fois à l'Assemblée législative du Manitoba, à titre de député de Fort Rouge, en juin 1973 et en octobre 1977.

M. Axworthy a été adjoint spécial auprès de l'honorable John Turner, en 1967, et a exercé les fonctions d'adjoint au logement et au développement urbain auprès de l'honorable Paul Hellyer.

Il a été professeur de science politique à l'Université de Winnipeg de 1965 à 1967 et de 1969 à 1979, et directeur de l'Institut des études urbaines de cette université de 1969 à 1973.

M. Axworthy a fréquenté les écoles publiques de Winnipeg. Il détient un baccalauréat du United College – maintenant l'Université de Winnipeg – (1961), une maîtrise en science politique de l'Université Princeton (1963) et un doctorat de la même institution (1972).

M. Art Eggleton
Ministre du Commerce international

Le 25 janvier 1996, M. Art Eggleton a été nommé ministre du Commerce international par le premier ministre Jean Chrétien. Auparavant, M. Eggleton était président du Conseil du Trésor et ministre responsable de l'Infrastructure depuis novembre 1993. Il a été élu au Parlement du Canada le 25 octobre 1993 comme député de la circonscription de York Centre dans la ville de North York (région métropolitaine de Toronto).

Pendant sa première carrière politique, M. Eggleton a été membre, durant 22 ans, du conseil municipal de Toronto et du conseil de la région métropolitaine de Toronto. De 1980 à 1991, il a été maire de Toronto; personne avant lui n'avait occupé ce poste aussi longtemps. De 1973 à 1980, il a été directeur du budget de la ville et, à ce titre, le membre du conseil municipal chargé des questions financières. En 1992, M. Eggleton a reçu la plus haute distinction honorifique de Toronto, le Civic Award of Merit.

M. Eggleton a aussi été membre de la Commission de police de la région métropolitaine de Toronto et du conseil d'administration de l'Exposition nationale canadienne, ainsi que de nombreux comités et groupes de travail chargés de diverses questions d'ordre communautaire.

À la mairie de Toronto, M. Eggleton a créé un bureau international chargé de promouvoir les relations entre municipalités, en particulier sur les plans économique et culturel. Il s'agissait du premier bureau municipal du genre à être établi au Canada. Entre 1989 et 1991, M. Eggleton a été président du Comité des programmes internationaux de la Fédération canadienne des municipalités.

Avant son élection au conseil municipal en 1969, M. Eggleton exerçait les fonctions de comptable.

M. Raymond Chan
Le Secrétaire d'État pour l'Asie — Pacifique

M. Raymond Chan a été élu pour la première fois le 25 octobre 1993 à la Chambre des communes, où il représente la circonscription de Richmond, en Colombie-Britannique. Par la suite, il a été nommé secrétaire d'État (Asie-Pacifique) par le premier ministre, M. Jean Chrétien. M. Chan est la première personne d'origine chinoise à devenir membre du Conseil privé du Canada et le politicien d'origine asiatique de plus haut rang dans le monde occidental.

Depuis sa nomination, M. Chan s'est rendu dans presque tous les pays de son portefeuille, où il a souligné, devant une grande variété d'audiences du monde de la politique, des affaires, des universités et des médias, l'importance que le Canada attache à la région de l'Asie-Pacifique.

Ingénieur de formation, M. Chan a travaillé au centre de recherche TRIUMF de l'Université de la Colombie-Britannique de 1977 à 1993. Homme d'affaires, il a aussi été propriétaire et gestionnaire de deux restaurants de 1974 à 1989. En 1989, M. Chan a fondé et présidé la Vancouver Society in Support of Democratic Movement.

M. Chan est titulaire d'un baccalauréat en sciences et en génie physique de l'Université de la Colombie-Britannique. Lui et sa femme Maureen, mariés depuis 20 ans, ont une fille de 12 ans et un fils de 8 ans. M. Chan a quitté Hong Kong pour venir au Canada en 1969 et est devenu citoyen canadien en 1974.

M. Gildas Molgat
Président du Sénat

M. Gildas Molgat, qui est né à Ste-Rose-du-Lac, au Manitoba, a fait ses études au Collège Saint-Paul et à l'Université du Manitoba, où il obtenu un baccalauréat spécialisé en commerce.

M. Molgat a travaillé dans le milieu des affaires du Manitoba avant d'être élu à l'Assemblée législative manitobaine en 1953. Il a été chef du Parti libéral provincial et chef de l'opposition de 1961 à 1968, avant d'être nommé au Sénat en 1970.

En 1971, en sa qualité de coprésident du Comité mixte spécial sur la Constitution du Canada, il a collaboré à la rédaction du Rapport MacGuigan-Molgat avant d'être nommé whip du gouvernement au Sénat.

M. Molgat a présidé divers comités du Sénat, notamment le Comité mixte spécial sur la réforme et le Comité plénier sur l'Accord constitutionnel du Lac Meech. Il a également été membre de diverses associations parlementaires et délégations parlementaires canadiennes à l'étranger.

M. Molgat a été élu pour la première fois président adjoint du Sénat en 1983, puis réélu en 1988. En 1991, il a été leader suppléant de l'opposition au Sénat avant d'être nommé leader suppléant du gouvernement au Sénat en 1993 et président du Sénat en 1994.

En 1995, il a été nommé par le premier ministre pour représenter le Canada au sein de la mission des quatre personnalités éminentes du Commonwealth au Cameroun.

M. Molgat a épousé Allison Malcolm en 1958. Ils ont deux enfants.

M. Gilbert Parent
Président de la Chambre des communes

M. Gilbert Parent a été élu président de la Chambre des communes le 17 janvier 1994. Il est le deuxième président dans toute l'histoire du Canada à avoir été élu par scrutin secret par les membres de la Chambre.

M. Parent est né le 25 juillet 1935 à Mattawa, en Ontario. Il a obtenu plusieurs diplômes aux États-Unis : un B.Sc. du St. Joseph's College, dans l'État de l'Indiana, une maîtrise de la Niagara University, dans l'État de New York, et une maîtrise en éducation de la State University of New York, à Buffalo. En 1995, le St. Joseph's College et la Niagara University lui ont tous deux décerné un doctorat honorifique en droit.

Enseignant et administrateur, M. Parent a été élu au Parlement pour la première fois en 1974. Il a été réélu en 1979, en 1980, en 1988, puis de nouveau en 1993. Il représente la circonscription ontarienne de Welland-St. Catharines-Thorold.

De 1977 à 1979, M. Parent a été secrétaire parlementaire auprès du ministre des Anciens combattants et, de 1981 à 1983, secrétaire parlementaire auprès du ministre du Travail et ministre d'État Santé et Sport amateur, et président de divers comités législatifs. De 1980 à 1983, il a présidé le caucus libéral national. En 1989, il a été nommé porte-parole de l'opposition pour les questions liées à la jeunesse et, en 1992, porte-parole de l'opposition pour les questions liées au travail.

M. Parent a été un membre actif de l'Association parlementaire Canada-États-Unis, de l'Association parlementaire Canada-France, ainsi que de l'Association parlementaire Canada-Europe. Il a également représenté le Canada aux Nations unies et à des congrès de l'Organisation internationale du travail à Genève.

M. Parent et sa femme Joan ont quatre enfants.

M. Qiao Shi

Président, Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine

M. Qiao Shi est né dans la province de Zhejiang en 1924. À l'âge de 16 ans, il a adhéré au Parti communiste chinois, qu'il a servi dans la clandestinité à Shanghai de 1945 à 1949.

De 1954 à 1962, il a travaillé dans l'industrie lourde, comme gestionnaire et comme chef des comités des jeunesses communistes dans les usines.

À partir de 1963, il a travaillé à plein temps au Parti communiste, d'abord au Comité de liaison internationale du Comité central. En 1982, il est devenu directeur du Département de liaison internationale, puis, l'année suivante, directeur du Bureau des affaires générales.

En 1985, M. Qiao Shi s'est joint au Politburo et au Secrétariat du Parti communiste chinois avant d'être promu vice-premier ministre chargé de la coordination des ministères de la Sécurité publique et de la Sécurité d'État, poste qu'il a quitté en 1988 à la suite de sa nomination à la direction de la Commission centrale d'inspection de la discipline.

En 1989, M. Qiao Shi est devenu chef de l'École centrale du Parti et membre du Comité central du Politburo, avant d'être élu président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine en 1993.

M. Qiao Shi et son épouse, Yu Wen, ont deux enfants.

Renseignements généraux

Les relations entre le Canada et la Chine

Renseignements généraux

- Les relations entre le Canada et la Chine se sont considérablement accrues depuis que le premier ministre Jean Chrétien a dirigé la mission commerciale de l'Équipe Canada en Chine en novembre 1994. La plus importante délégation à être jamais allée en Chine a réuni deux ministres fédéraux, neuf premiers ministres provinciaux, deux leaders territoriaux et près de 400 représentants du milieu des affaires.
- Plusieurs visites ont eu lieu depuis la mission de l'Équipe Canada, y compris celle du premier ministre Li Peng au Canada en octobre 1995. Ce genre de visites contribue à la politique du Canada d'étendre ses relations avec la Chine dans quatre grands domaines : le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, le bon gouvernement et la primauté du droit; la paix et la sécurité.
- Étant donné le potentiel et la croissance économiques de la Chine, le Canada cherche à établir des ponts avec ce pays dès maintenant afin d'encourager un partenariat économique à la fois créateur d'emplois et de prospérité tant pour les Canadiens que pour la population chinoise.
- Le développement durable forme partie intégrante de la politique canadienne à l'égard de la Chine. Le Canada cherche à aider ce pays — le plus important consommateur de charbon du monde — à gérer son environnement dans une perspective mondiale .
- Au sein des forums bilatéraux et multilatéraux, le Canada veille à ce que la Chine respecte ses obligations en vertu de la *Déclaration des droits de l'homme des Nations Unies*. Il continue de manifester son inquiétude concernant la détention de dissidents politiques et le manque général de libertés politiques en Chine.
- Le Canada a engagé avec la Chine un dialogue de fond sur les questions de non-prolifération et de sécurité régionale. Il vise à amener la Chine à adopter un comportement responsable, à l'échelle mondiale, en matière de ventes d'armes et à conclure dans les meilleurs délais le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.
- Il importe au Canada que le retour de Hong Kong à la Chine se fasse sans heurts en 1997. Aussi, a-t-il fortement encouragé la Chine et le Royaume-Uni à coopérer afin de préserver la stabilité et la prospérité de Hong Kong.
- Le Canada a une ambassade à Beijing et un consulat à Shanghai. Il a ouvert un bureau commercial à Guangzhou (anciennement Canton) dans la province de Guangdong, située au centre de la Chine méridionale, une région en pleine expansion.

Commerce et investissement

- La Chine vient au deuxième rang parmi nos partenaires commerciaux en Asie-Pacifique et au cinquième rang de nos plus grands marchés d'exportation dans le monde. En 1995, les échanges commerciaux ont atteint 8 milliards \$. Les exportations canadiennes en Chine se sont accrues de 47 % par rapport à l'année précédente pour atteindre un sommet 3,38 milliards \$.
- Les entreprises canadiennes ont connu des succès notables sur le marché chinois au cours des deux dernières années. Depuis la mission de l'Équipe Canada dirigée par le Premier ministre en Chine en novembre 1994, les sociétés canadiennes participantes ont annoncé pour 8,6 milliards \$ de transactions commerciales conclues, sous forme de contrats, de protocoles d'entente et d'entreprises conjointes. Les entreprises canadiennes ont, depuis lors, rapporté des opérations commerciales additionnelles de 850 millions \$, qu'elles attribuent à l'initiative de l'Équipe Canada. De nouvelles affaires évaluées à 1 milliard \$ ont également été négociées en octobre 1995 pendant la visite du premier ministre Li Peng.
- Depuis que la Chine a adopté une politique d'ouverture et de réforme économiques en 1978, nos relations commerciales ont évolué rapidement. Par le passé, les exportations canadiennes comprenaient surtout des produits de base comme le blé, les engrais et la pâte de bois. Toutefois, depuis quelques années, des articles manufacturés comme le matériel électrique, mécanique et de télécommunication occupent une place grandissante dans nos exportations. Les exportations d'articles manufacturés à forte valeur ajoutée ont plus que doublé depuis deux ans. Elles comptent maintenant pour près de 44 % de toutes les exportations, contre 4 % seulement en 1988.
- En 1995, les importations canadiennes en provenance de la Chine ont totalisé 4,6 milliards \$, contre 3,8 milliards \$ en 1994. Les principales importations canadiennes sont les vêtements d'extérieur, le coton, les accessoires vestimentaires, les jeux et les jouets, les articles de cuir, les chaussures, le matériel mécanique et les graines oléagineuses.
- Les importations de la Chine et ses besoins en matière d'infrastructure correspondent dans une large mesure aux points forts des exportateurs canadiens, en particulier dans les domaines des télécommunications, du pétrole et du gaz naturel, de la production d'électricité, de l'environnement, des transports, de l'exploitation minière et de la pétrochimie, et de l'agriculture.
- Le Canada a toujours soutenu les efforts déployés par le gouvernement chinois pour ouvrir ses marchés en lui accordant le traitement de la nation la plus favorisée. La Chine a donc accès au marché canadien au même titre que la plupart de nos autres partenaires commerciaux. De

plus, le Canada appuie sa demande d'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, ce qui ouvrirait davantage le marché chinois aux sociétés canadiennes.

- La Société pour l'expansion des exportations (SEE) joue un rôle crucial dans le financement des exportations à valeur ajoutée vers la Chine. La SEE offre des lignes de crédit assorties de conditions favorables ou non aux sociétés qui mènent des affaires en Chine. Des crédits à des conditions libérales sont offerts pour des projets non commerciaux.
- Les autorités chinoises encouragent activement l'investissement étranger. Plusieurs firmes canadiennes, surtout les sociétés les plus importantes disposant d'une technologie mondialement reconnue, ont investi 1,8 milliard \$ en Chine depuis le début des années 70. Avec l'amélioration progressive du climat de l'investissement, les petites et moyennes entreprises canadiennes commencent aussi à porter attention à la Chine comme lieu d'investissement.
- Plus de 100 entreprises canadiennes ont des bureaux en Chine, et un nombre croissant d'entreprises souhaitent y élargir leurs opérations.

Relations en matière d'éducation et relations culturelles

- Les relations entre le Canada et la Chine dans le domaine de l'éducation remontent à plus de 50 ans. Le professeur Chian Wei Chang fut le premier Chinois à obtenir un diplôme d'une université canadienne (l'Université de Toronto) en 1941. M. Chiang a par la suite joué un rôle important dans le développement de programmes d'études canadiennes dans son pays lorsqu'il occupa le poste de président de l'Université de technologie de Shanghai. Il a également agi à titre de vice-président du Parti démocratique chinois.
- L'intérêt des milieux universitaires chinois pour les études canadiennes connaît un essor important depuis une quinzaine d'années. Il existe quelque 20 centres d'études canadiennes en Chine actuellement, ainsi qu'une Association chinoise d'études canadiennes. Le Canada investit près de 250 000 \$ par année dans le développement de ces centres.
- À la fin des années 80, le Canada et la Chine ont signé un protocole d'entente révisant le Programme d'échange de boursiers Canada - Chine en vertu duquel, annuellement, une douzaine de professeurs et d'étudiants universitaires de chaque pays font un séjour d'études dans l'autre pays.
- Le nombre d'étudiants chinois actuellement inscrits dans les universités canadiennes, surtout en ingénierie et en sciences pures, s'élève à plus de 4 000. Seulement une centaine d'étudiants canadiens poursuivent des études en Chine.

- Depuis longtemps, le Canada estime que la culture est un volet important de ses relations avec la Chine. Des représentants des deux pays discutent régulièrement de relations culturelles.

Coopération en matière d'aide au développement

- En 1981, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) mettait sur pied un programme d'aide publique au développement (APD) pour la Chine. Depuis 1990, le financement bilatéral annuel (de gouvernement à gouvernement) a été de l'ordre de 30 à 32 millions \$. Il est prévu que ce financement sera de quelque 36 millions \$ en 1995-1996.
- Le Canada et la Chine ont lancé, en juillet 1994, le cadre actuel de politique de développement pour la Chine. Dorénavant, les nouveaux programmes d'aide de l'ACDI en Chine seront axés sur la coopération économique, la durabilité de l'environnement, les droits de la personne et le développement démocratique, ainsi que le bon gouvernement. En outre, ce nouveau cadre mettra l'accent dans ses programmes sur l'intégration des femmes dans le développement et la réduction de la pauvreté. Des lettres d'intention ont été signées sur 17 nouvelles initiatives dans les domaines de la durabilité de l'environnement, de la coopération économique, du bon gouvernement et de la participation des femmes dans le développement.
- Les principaux programmes en cours comprennent le Centre Canada - Chine de formation en gestion d'entreprise, l'aide aux villes ouvertes, le Conseil chinois de coopération internationale en environnement et en développement, le programme de production de viande de porc maigre, le projet d'études sur l'énergie dans le Sud de la Chine, le transfert de techniques dans le secteur du pétrole et du gaz et le projet de formation en gestion générale des transports.
- Le Programme de coopération industrielle de l'ACDI, accorde une aide financière aux entreprises canadiennes désirant participer aux activités de développement durable et ce, grâce à une collaboration à long terme avec des partenaires locaux des pays en développement. En 1995-1996, ce programme a investi 7,8 millions \$ dans des projets en Chine.
- En novembre 1994, le Premier ministre Chrétien et le Premier ministre de la Chine, M. Li Peng, ont signé des lettres d'intention pour six projets de coopération au développement ayant pour but d'appuyer les réformes administratives, juridiques et économiques de la Chine. Il s'agit du Projet sur la gestion des données statistiques, du Programme de recherche concernant les choix des Politiques publiques, du Projet de génération de revenus pour les femmes de Xinjiang, du Programme spécial de consolidation des liens entre les universités et du Projet sur le centre de formation des juges de tribunaux supérieurs.

Les quatre piliers de la politique du Canada à l'égard de la Chine

La Chine qui compte le cinquième de la population du globe est l'une des nations les plus dynamiques du monde. Depuis qu'elle a adopté son programme de réforme économique en 1978, sa production s'est accrue en moyenne de 9 % par an. La Chine attire maintenant près du tiers des investissements étrangers directs dans les pays en développement; elle se classe au onzième rang des nations du monde pour son commerce.

La Chine continue d'accroître l'influence que lui donnent son statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et d'État possédant des armes nucléaires, ainsi que sa participation active à des groupements régionaux comme l'Organisation de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), et le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (FRA).

Les objectifs du Canada en matière de politique étrangère reflètent ces réalités. Son intérêt réside dans la stabilité, la réforme et la croissance économique durable en Chine. Il cherche avant tout à encourager la Chine à maintenir sa politique d'ouverture et à s'intégrer pleinement aux institutions politiques et économiques mondiales et régionales.

Notre politique à l'égard de la Chine s'inspire de notre engagement envers ce pays. Nos relations à long terme sont fondées sur quatre piliers également importants et complémentaires, soit le partenariat économique; le développement durable; les droits de la personne, la bonne gestion des affaires publiques et la primauté du droit; la paix et la sécurité. Le Canada estime que seuls des contacts systématiques et diversifiés pourront favoriser plus d'ouverture et de liberté en Chine et y faire progresser les intérêts canadiens.

Partenariat économique

- Le Canada se prépare à édifier un partenariat économique qui, tout en étant avantageux pour la population de la Chine, créera des emplois et de la prospérité au Canada. Des initiatives fort réussies comme la mission de l'Équipe Canada de novembre 1994 en Chine et la seconde visite au Canada du Premier ministre, M. Li Peng, en octobre 1995 contribuent à réaliser cet objectif.
- Les relations commerciales et financières bilatérales se sont considérablement développées depuis que la Chine a lancé son programme de réforme économique. Aujourd'hui, c'est notre deuxième marché en importance dans la région Asie — Pacifique, et notre cinquième marché d'exportation dans le monde. Plus de 100 sociétés canadiennes ont des bureaux en Chine.
- Les échanges commerciaux ont atteint 8 milliards \$ en 1995. Les exportations canadiennes en Chine se sont accrues de 47 % en 1995 pour atteindre 3,38 milliards \$. Nos exportations en Chine d'articles

manufacturés ont plus que doublé depuis deux ans. Elles comptent maintenant pour près de 44 % de toutes nos exportations, contre 4 % seulement en 1988.

- Le partenariat est renforcé par le fait que nombre des besoins de la Chine en matière d'importations et d'infrastructures correspondent aux secteurs d'exportation les plus forts du Canada, comme les télécommunications, le pétrole et le gaz, la production d'énergie, l'environnement, les transports, les mines, la pétrochimie et l'agriculture.
- Le Canada appuie la poursuite de la réforme économique en Chine. Une économie moderne efficiente a besoin d'une infrastructure spécialisée qui soit appuyée par une législation et une réglementation transparentes. L'aide canadienne au développement encourage la Chine à mettre en place les rouages d'une économie moderne.
- Le Canada appuie aussi l'adhésion de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ce qui donnera de meilleurs débouchés aux biens et services canadiens.
- Le Canada et la Chine collaborent aux dossiers économiques régionaux ainsi qu'aux stratégies de développement des ressources humaines au sein de l'APEC, qui comprend 18 membres. Ils y partagent le même objectif : encourager la réforme économique et la libéralisation des échanges entre ses membres.

Développement durable

- Le Canada s'est engagé à aider la Chine à se doter de politiques et d'institutions qui, en reconnaissant les rapports existant entre la croissance économique, le développement social et la protection de l'environnement, favorisent le développement durable.
- L'environnement est une question importante en Chine, car les ressources naturelles de ce pays sont mises à dure épreuve par son immense population. Les pénuries d'eau sont de plus en plus fréquentes et sérieuses. Les nappes phréatiques se détériorent progressivement. La pollution des lacs et des rivières est répandue. L'érosion, la salinisation et l'urbanisation grugent le territoire agricole. La Chine est aussi le plus gros consommateur mondial de charbon et, en fait, les centrales électriques au charbon sont à la base de sa croissance économique.
- Le Canada est d'avis que le développement de la Chine a des retombées d'ordre mondial, et qu'elle peut apporter une bonne contribution à la solution des problèmes environnementaux. Aussi travaille-t-il de concert avec ce pays sur plusieurs dossiers de gestion de l'environnement.

- Grâce au Protocole d'entente sur l'environnement conclu par nos deux pays et aux programmes d'aide de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), la Chine a accès aux technologies et services du Canada, à sa formation technique, à son expertise en gestion et à sa recherche appliquée.
- Le Canada collabore avec l'Agence nationale chinoise de protection de l'environnement dans plusieurs domaines, tels que l'épuration des eaux, la gestion des bassins hydrographiques, la gestion des déchets dangereux et des déchets solides, l'analyse d'échantillons de polluants toxiques et la formation en la matière, ainsi que la lutte contre l'appauvrissement de la couche d'ozone et la mise en oeuvre du Protocole de Montréal.

Droits de la personne, bon gouvernement et primauté du droit

- Le respect des droits de la personne et de la règle de droit en Chine est un objectif fondamental du Canada. Notre pays considère que la Chine ne remplit pas certaines de ses obligations internationales en matière de droits de la personne; nous profitons donc de toutes les occasions bilatérales et multilatérales pour rappeler aux autorités chinoises les préoccupations du Canada.
- Le Canada ne favorise pas l'isolationnisme, et il croit que l'engagement et le dialogue constituent souvent la meilleure approche. Il croit aussi que l'ouverture de la Chine au monde ne peut que profiter à sa population, sur les plans économique et politique, et qu'elle renforcera le respect des droits de la personne.
- Le Canada prône la défense des droits humains fondamentaux tels que définis dans la *Déclaration universelle des droits de l'homme* de l'ONU et encourage la réforme des structures judiciaires, la bonne gestion des affaires publiques et la primauté du droit.
- Au cours des nombreux contacts de la dernière année avec les dirigeants chinois, le Canada n'a cessé de leur rappeler ses préoccupations. Les représentants canadiens continueront de discuter franchement et ouvertement avec les autorités chinoises des dossiers touchant les droits de la personne, comme lors du dialogue bilatéral à Beijing en janvier 1996.
- À la Commission des droits de l'homme, à Genève, le Canada a coparrainé un projet de résolution sur la situation des droits de l'homme en Chine. Cette résolution exprimait de l'inquiétude devant les fréquentes allégations de violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales par les autorités locales, provinciales et nationales, et aussi devant les allégations de restrictions sévères imposées aux droits de rassemblement, d'association, d'expression et de culte, de même qu'au droit à une procédure judiciaire normale et à un procès équitable.

- L'aide au développement est un moyen important de promouvoir les droits de la personne, la démocratie et les principes de bon gouvernement. Plusieurs projets sont en cours d'élaboration au Canada pour amener les Chinois à réformer leurs structures juridiques, à rendre les procédures judiciaires plus transparentes et à adapter ces structures aux nouveaux besoins engendrés par la réforme économique. Parmi les projets que nous avons entrepris, signalons l'aide à la recherche sur les droits de la personne, l'assistance technique à la révision des procédures pénales pour mieux protéger les droits des accusés, la réforme du droit pénal et les échanges d'avocats. Grâce à l'accent que l'ACDI a mis récemment sur les droits de la personne et le développement démocratique dans son programme de développement, les fonds alloués à la coopération augmenteront.
- Un certain nombre de visites bilatérales de haut niveau effectuées depuis un an ont souligné l'importance des principes de bon gouvernement. Ainsi, le conseiller d'État, M. Li Guixian, et le ministre du Personnel, M. Song Defu, ont tenu à Ottawa en mai 1995, des discussions sur la réforme et la gestion de la fonction publique. La visite a aussi été l'occasion d'échanger des points de vue sur certaines questions qui dominent la politique chinoise, tels la corruption et l'abus de pouvoir, les problèmes structureaux des institutions gouvernementales et la réforme du rôle de l'État.
- Le ministre du Développement des ressources humaines d'alors, M. Lloyd Axworthy, a donné suite à ces rencontres durant sa visite à Beijing en juillet 1995, où il a discuté de l'expérience du Canada en matière de réforme de programmes portant, entre autres, sur le régime de pensions, l'adaptation de la main-d'oeuvre, la création d'emplois et l'enseignement. Le Canada et la Chine ont signé un protocole d'entente sur la formation et la gestion du personnel.
- Trois projets annoncés pendant la visite du premier ministre Chrétien en Chine en novembre 1994 sont maintenant à la dernière étape de leur conception; il s'agit de la formation des juges des tribunaux supérieurs, de l'aide à la mise en oeuvre en Chine de la loi sur les femmes, de la formation en matière de gestion des données statistiques.

Paix et sécurité

- L'un des principaux volets de la politique étrangère du Canada est la promotion de la paix internationale et de la sécurité. Cela exige cependant la participation pleine et entière de la Chine, l'une des nations les plus puissantes et les plus influentes du monde. La Chine, qui possède le cinquième de la population mondiale, est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et une puissance nucléaire possédant les formes actives les plus nombreuses du monde.

- Le Canada et la Chine ont des échanges de vues sur la sécurité régionale, la non-prolifération, la maîtrise des armements et le maintien de la paix. Les derniers pourparlers bilatéraux sur la sécurité ont été menés en août 1995, et la prochaine série de discussions se déroulera à Ottawa au printemps 1996. Le Canada entend poursuivre ce dialogue, surtout sur des questions comme la péninsule de Corée et la non-prolifération des armes nucléaires.
- À titre de pays du bassin du Pacifique et de membres du Forum régional (FRA) de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), le Canada et la Chine partagent des intérêts communs en matière de paix et de sécurité dans la région et dans le monde. Le FRA est la rencontre annuelle des ministres des affaires étrangères des sept pays de l'ANASE, de sept « partenaires au dialogue » et de cinq autres partenaires consultatifs. Le Forum s'est déjà penché sur d'importantes questions comme la situation dans les îles Spratly (mer de Chine méridionale), dans la péninsule coréenne et à Taiwan.
- Au sein du FRA, le Canada a vu notamment à la rédaction de documents de travail sur la non-prolifération des armes nucléaires, la diplomatie préventive et la gestion des conflits, et il a fait des propositions concernant la tenue d'ateliers régionaux sur des questions d'ordre pratique et d'intérêt commun, parmi lesquelles le maintien de la paix.
- À la conférence sur la non-prolifération des armes nucléaires en mai 1995, la Chine a appuyé la prolongation du Traité de non-prolifération pour une période indéfinie. Par ailleurs, elle a donné son appui à l'engagement de négocier un traité d'interdiction complète des essais nucléaires d'ici 1996. La Chine poursuit ses essais d'armes nucléaires, tout en s'engageant à y mettre fin dès l'entrée en vigueur du traité. Elle maintient que, ayant effectué beaucoup moins d'essais que les autres puissances nucléaires, son arsenal est, en comparaison, relativement rudimentaire et a besoin d'être modernisé.
- Le Canada s'efforce d'obtenir la coopération de la Chine pour restreindre les ventes internationales d'armes conventionnelles, surtout aux régions marquées par les tensions et l'instabilité. Le Canada a accueilli favorablement la déclaration sino-américaine de 1994 dans laquelle la Chine s'engageait à appliquer les contrôles à l'exportation prévus par le Régime de contrôle des technologies applicables aux missiles.

Accords et protocoles d'entente entre le Canada et la Chine

Domaine	Date de signature	Accords ou protocoles d'entente (PE)
ACCORDS		
Air	Juin 1973	Accord relatif au transport civil aérien
Marques de commerce	Juillet 1973	Échange de notes concernant le dépôt réciproque des marques de commerce
Commerce	Octobre 1973	Accord de commerce
Coopération économique	Octobre 1979	Protocole de coopération économique
Réclamations	Août 1981	Accord concernant le règlement de réclamations au titre de biens privés
Coopération au développement	Octobre 1983	Accord général de coopération au développement
Garantie des investissements	Janvier 1984	Échange de notes relatif à l'assurance-investissement à l'étranger
Impôts	Mai 1986	Accord en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu
Culture	Février 1987	Accord relatif à la coproduction cinématographique
Entraide judiciaire	Juillet 1994	Traité d'entraide judiciaire en matière pénale
Environnement	Juillet 1994	Coopération en matière d'environnement
Financement des exportations	Juillet 1994	Accord sur le financement des exportations
Nucléaire	Novembre 1994	Accord sur la coopération nucléaire
PROTOCOLES D'ENTENTE (PE)		
Relations diplomatiques	Octobre 1970	PE concernant l'établissement de relations diplomatiques
Affaires consulaires	Octobre 1973	PE concernant la réunion des familles
Visas	Octobre 1973	PE relatif à l'échange de notes constituant une entente sur les formalités de visas

Domaine	Date de signature	Accords ou protocoles d'entente (PE)
Textiles	Avril 1978	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements
Textiles	Mai 1979	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements
Éducation	Juin 1979	PE concernant les échanges et la coopération en matière d'éducation
Affaires consulaires	Août 1980	PE relatif à l'échange de notes constituant une entente sur les affaires consulaires
Agriculture	Septembre 1980	PE entre le ministre de l'Agriculture du Canada et les ministres de l'Agriculture, des Fermes d'État et de la Récupération des sols de la Chine
Coopération économique	Septembre 1980	PE entre la Commission d'État scientifique et technologique de la Chine et le Centre de recherches pour le développement international du Canada
Textiles	Janvier 1982	PE concernant le commerce de certains produits textiles et vêtements
Culture	Février 1982	PE concernant le Programme d'échanges culturels pour 1982 et 1983
Coopération scientifique	Octobre 1983	PE sur la coopération scientifique entre le Conseil national de recherches du Canada et l'Académie des sciences de la Chine
Développement hydroélectrique	Novembre 1984	PE sur la coopération en matière de développement de l'énergie hydroélectrique
Échange d'information	Janvier 1985	PE sur les entretiens entre le Centre d'information de la Commission économique d'État de la Chine et Statistique Canada
Échanges dans le domaine du sport	Mars 1985	PE et protocole sur les échanges dans le domaine du sport pour 1985
Culture	Décembre 1985	PE concernant le Programme d'échanges culturels pour 1986 et 1987
Agriculture	Mai 1986	PE sur la coopération en matière de quarantaine des plantes
Coopération économique	Octobre 1986	PE sur la coopération économique
Textiles	Janvier 1987	PE concernant l'exportation par la Chine de certains produits textiles et vêtements pour importation au Canada
Télécommunications	Mars 1988	PE concernant la promotion et le développement de la coopération dans le domaine des télécommunications entre les deux pays
Commerce	Juin 1991	PE établissant un conseil économique et commercial mixte

Domaine	Date de signature	Accords ou protocoles d'entente (PE)
Gestion du personnel et administration publique	Septembre 1991	PE sur la coopération entre le ministère du Personnel de la Chine et la Commission de la fonction publique du Canada dans le domaine de la gestion du personnel et de l'administration publique
Environnement	Avril 1993	PE sur la coopération environnementale entre Environnement Canada et l'Agence nationale de protection de l'environnement de la Chine
Environnement	Juin 1993	PE entre Environnement Canada et l'Administration météorologique d'État de la Chine sur les programmes de coopération en matière de météorologie
Pêches	Septembre 1993	PE sur la coopération dans le domaine des sciences et des technologies marines et halieutiques entre le ministère des Pêches et des Océans du Canada et l'Administration d'État des océans de la Chine
Santé	Octobre 1995	PE sur la coopération et les échanges dans le domaine de la santé publique.
Personnel	Octobre 1995	PE sur la coopération dans le domaine de la formation et de la gestion du personnel entre le ministère du Développement des ressources humaines du Canada et le ministère du Personnel de la Chine.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE

Capitale : Beijing

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9,57 millions km²

Population

1,2 milliard

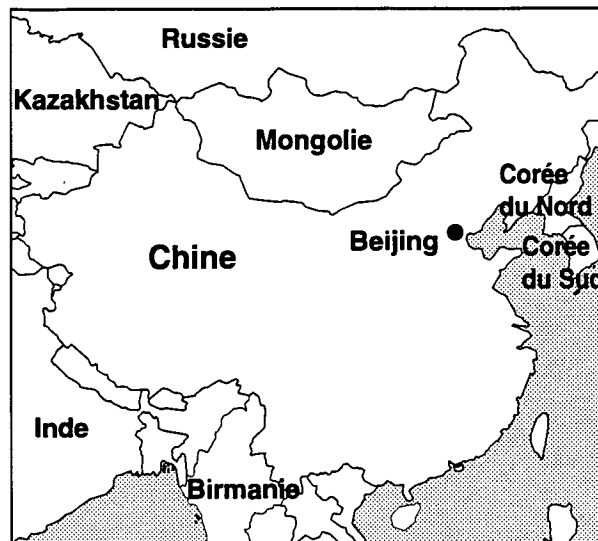
Beijing (région métropolitaine): 10,8 millions (1990)

Taux de croissance de la population

1,1 %

Langue officielle

Mandarin



DONNÉES POLITIQUES

Système politique

État dirigé par un parti communiste

Chef de l'État

Le Président Jiang Zemin, en poste depuis le 27 mars 1993

Chef du gouvernement

Le Premier ministre Li Peng, en poste depuis le 9 avril 1989

Ministre des Affaires étrangères et Vice-premier ministre

M. Qian Qichen

Ministre du Commerce international et de la Coopération économique

M. Wu Yi

Index du développement humain de l'ONU

La Chine se classe 94^e parmi 173 pays.

REPRÉSENTANT DU CANADA

M. l'Ambassadeur désigné Howard Balloch

19, rue Dong Zhi Men Wai

Secteur Chao Yang

Beijing

République populaire de Chine, 100600

Tél. : (011-86-1) 532-3536

Télécopieur : (011-86-1) 532-4311

DONNÉES ÉCONOMIQUES

Produit intérieur brut

542,9 milliards \$ US (1993)

Taux de croissance du PIB

11,8 % (1994)

PIB par habitant

458 \$ US (1993)

Taux de chômage

3 % (estimation 1994)

Principales exportations

Vêtements d'extérieur et vêtements de coton, accessoires, jeux et jouets, articles en cuir, chaussures, matériel mécanique, oléagineuses

Principales importations

Matériel électrique et mécanique, blé, pâte de bois, engrais, matières plastiques

Principales exportations vers le Canada

\$4,63 milliards (1995), notamment équipement de machineries électriques, vêtements et accessoires, jeux et jouets

Principales importations du Canada

\$3,38 milliards (1995), notamment blé, équipement de machineries électriques, produits du bois

Sources : Banque mondiale et autres

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 000 km²

Population

30 millions d'habitants

Taux de croissance de la population

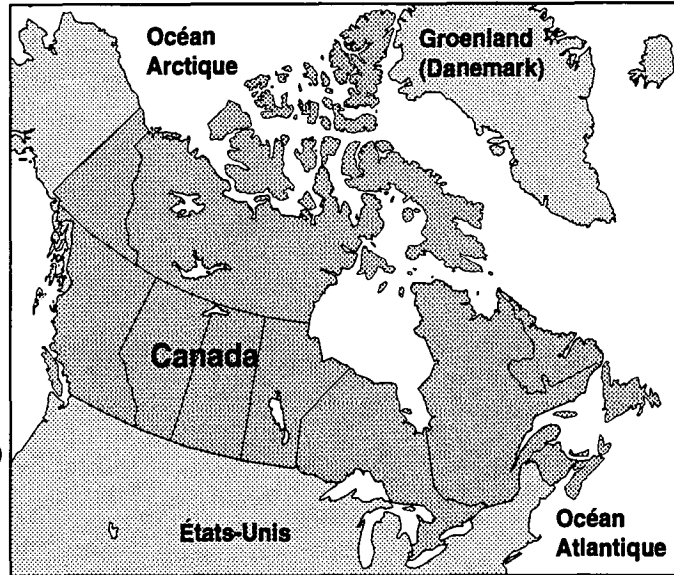
1,2 % (1994)

Principales langues

Français et anglais

Principaux groupes religieux

Catholiques (46 %), Église unie (16 %), Anglicans (10 %)



DONNÉES POLITIQUES

Système de gouvernement

Monarchie constitutionnelle

Dirigeant

Le Premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. Lloyd Axworthy

Ministre du Commerce international

M. Art Eggleton

Institutions démocratiques

État fédéral, parlement bicaméral

Index du développement humain de l'ONU

Le Canada se classe au premier rang parmi 174 pays.

REPRÉSENTANT DE LA CHINE

Ambassade de la République populaire de Chine

515, rue Saint-Patrick

Ottawa (Ontario) K1N 5H3

Téléphone : (613) 789-3434

Télécopieur : (613) 789-1911

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

780,027 milliards \$ (1995)

Taux de croissance du PIB

2,2 % (1995)

PIB par habitant

29 606 \$ (1995)

Taux d'inflation

1,3 % (février 1996)

Taux de chômage

9,6 % (février 1996)

Principales exportations

263,69 milliards \$ (1995), en bois, papier, aluminium, matériel de transport, minéraux, combustibles et biens d'équipement

Principales importations

225,49 milliards \$ (1995), en matériel de transport, biens d'équipement, électronique, matières plastiques

CA1
EA
96V31
EXF
c.1
DOCS

~~XXXXXXXXXX~~
.b2960473 (E)
.b2960485 (A)

**Visit to Canada by
Qiao Shi
Chairman of the Standing Committee of the
National People's Congress
of the
People's Republic of China**

April 11-20, 1996

Background Information

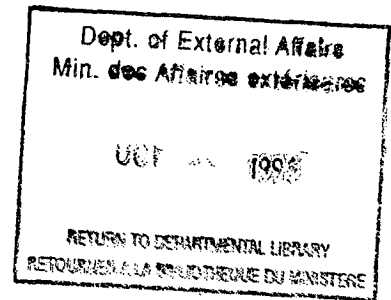
Contents

Biographies

Jean Chrétien, Prime Minister of Canada	5
Lloyd Axworthy, Minister of Foreign Affairs	6
Art Eggleton, Minister for International Trade	7
Raymond Chan, Secretary of State (Asia-Pacific)	8
Gildas Molgat, Speaker of the Senate	9
Gilbert Parent, Speaker of the House of Commons	10
Qiao Shi, Chairman of the Standing Committee of the National People's Congress of the People's Republic of China	11

Backgrounders

Canada-China Relations	13
Canadian Foreign Policy on China: A Four Pillar Partnership	17
Canada-China Agreements and Memorandums of Understanding	22
People's Republic of China (fact sheet)	24
Canada (fact sheet)	25



43-277-888 (6)
C.6 29604851

13-277-887 (E)

Biographies

Jean Chrétien
Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University and was called to the bar in 1958. He joined a Shawinigan law firm, and was director of the Bar of Trois-Rivières in 1962-63.

Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967 he became Minister of State attached to the Minister of Finance, and in 1968 he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected four times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios during that period, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976; and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in June 1984.

Following the election of September 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986 he left politics and, from 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior advisor with Gordon Capital Corporation.

Four years later, Mr. Chrétien returned to politics. On June 23, 1990, he was elected Leader of the Liberal Party of Canada. He was elected to the House of Commons in a byelection and sworn in as Leader of the Opposition in December 1990.

Mr. Chrétien was re-elected to the House of Commons for the riding of Saint-Maurice on Oct. 25, 1993, when his party won a majority of seats in the House. He became the 20th Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993.

Mr. Chrétien married Aline Chaîné of Shawinigan in 1957. They have three children.

Lloyd Axworthy

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy was appointed Minister of Foreign Affairs on January 25, 1996. Mr. Axworthy served as Minister of Human Resources Development and Minister of Western Economic Diversification from November 4, 1993 until January 1996 upon re-election as the Member of Parliament for Winnipeg South Centre. During this time, he was a member of the Social Development Policy and Economic Development Policy Cabinet Committees and retains membership on the latter today.

Mr. Axworthy was first elected to the riding of Winnipeg South Centre in 1988. He was appointed Liberal Critic for Trade (February 1989), and acted as Chairman of both the Liberal Trade Task Force and of the Liberal Caucus Economic Policy Committee. In September 1990, Mr. Axworthy was appointed Liberal Critic for External Affairs and Chairman of the Liberal Caucus Committee on External Affairs and National Defence. He was nominated Vice-Chairman of the House of Commons Standing Committee on External Affairs and International Trade in May 1991.

After the 1984 election, representing for the second time the riding of Winnipeg-Fort Garry, Lloyd Axworthy served as Official Opposition Critic for Regional and Industrial Expansion and the Canadian Wheat Board (1984) and as Trade Critic and Deputy Critic for External Affairs (1985-1988).

First elected to Parliament in May 1979, Mr. Axworthy was re-elected in 1980 before being appointed to Cabinet as Minister of Employment and Immigration from 1980 to 1983, and Minister Responsible for the Status of Women from 1980 to 1982. He also served as Minister of Transport from August 1983 to September 1984.

During his time in the Cabinet, Mr. Axworthy was the Chairman of the Cabinet Committee on Western Affairs and a member of the Cabinet Committees on Priorities and Planning, on Foreign and Defence Policy, on External Policy and Defence, on Social Development Policy and on Economic Development Policy.

He was elected in June 1973 as Liberal Member of the Manitoba Legislative Assembly, representing the Fort Rouge Constituency, and was re-elected in October 1977.

Mr. Axworthy was a Special Assistant to the Honourable John Turner in 1967 and served as Executive Assistant for Housing and Urban Development to the Honourable Paul Hellyer.

He was a Professor of Political Science at the University of Winnipeg from 1965 to 1967 and 1969 to 1979. He also served as Director of the Institute of Urban Studies at the University from 1969 to 1973.

Lloyd Axworthy was a student within the Winnipeg public school system. He graduated in 1961 with a B.A. from United College (now the University of Winnipeg), obtained his M.A. in Political Science from Princeton University in 1963 and received a Ph.D. from Princeton in 1972.

Art Eggleton

Minister for International Trade

On January 25, 1996, Art Eggleton was appointed Minister for International Trade by Prime Minister Jean Chrétien. Before the appointment, Mr. Eggleton served as President of the Treasury Board and the Minister responsible for Infrastructure since November 1993. He was elected to the Parliament of Canada on October 25, 1993, as the member for York Centre in the City of North York (Metropolitan Toronto).

During Mr. Eggleton's first political career, he served 22 years as a member of Toronto City Council and the Metropolitan Toronto Council. From 1980 to 1991, he was the Mayor of Toronto — the longest serving mayor in the city's history. Between 1973 and 1980, he served as City Budget Chief, the member of Council responsible for financial matters. In 1992, Mr. Eggleton received Toronto's highest honour, the Civic Award of Merit.

In addition, he has served on the Metropolitan Toronto Police Commission, the Board of the Canadian National Exhibition and numerous committees and task forces dealing with community issues.

Mr. Eggleton established the City of Toronto International Office to advance city-to-city relationships, particularly economic and cultural links. This office was the first of its kind at the municipal level in Canada. Between 1989 and 1991, he served as Chairman of the committee responsible for International Programs for the Federation of Canadian Municipalities.

Before being elected to City Council in 1969, Mr. Eggleton worked as an accountant.

Raymond Chan
Secretary of State (Asia-Pacific)

Raymond Chan was first elected to the House of Commons on October 25, 1993, representing the British Columbia riding of Richmond. He was subsequently appointed by Prime Minister Jean Chrétien as Canada's first Secretary of State (Asia-Pacific). Mr. Chan is the first person of Chinese descent to be a member of the Privy Council of Canada and the highest ranking Asian-born politician in the Western world.

Since his appointment, Mr. Chan has travelled to almost every country in his portfolio. He has emphasized, before a wide variety of political, business, academic and media audiences, the priority Canada attaches to the Asia Pacific region.

A professional engineer, Mr. Chan worked at the TRIUMF Research Centre at the University of British Columbia from 1977 to 1993. A businessman, Mr. Chan also owned and operated two restaurants from 1974 to 1989. In 1989, he founded and chaired the Vancouver Society in Support of Democratic Movement.

Mr. Chan received a Bachelor of Applied Science in Engineering Physics from the University of British Columbia. He and Maureen, his wife of 20 years, have a twelve-year-old daughter and an eight-year-old son. Mr. Chan came to Canada from Hong Kong in 1969 and became a Canadian citizen in 1974.

Gildas Molgat
Speaker of the Senate

Born in Ste-Rose du Lac, Manitoba, Gildas Molgat was educated at St. Paul's College and the University of Manitoba, where he received an honours Bachelor of Commerce degree.

Mr. Molgat worked in the business community in Manitoba before being elected to the Manitoba Legislature in 1953. He served as Leader of the Liberal Party of Manitoba and Leader of the Opposition from 1961 to 1968 before being called to the Senate in 1970.

In 1971, as joint Chair of the Special Joint Committee on the Constitution of Canada, he co-authored the MacGuigan-Molgat Report before being appointed Government Whip in the Senate.

Mr. Molgat has held the position of Chair within several Senate Committees, including the special Joint Committee on Reform of the Senate, and the Senate Committee of the Whole on the Meech Lake Constitutional Accord. He has also been a member of various parliamentary associations and Canadian parliamentary delegations abroad.

Mr. Molgat was first elected Deputy Speaker of the Senate in 1983 and re-elected in 1988. In 1991 he served as Deputy Opposition Leader in the Senate before being appointed Deputy Government Leader in 1993 and Speaker of the Senate in 1994.

In 1995 he was appointed by the Prime Minister to represent Canada on the Commonwealth's Four Eminent Persons Group Mission to Cameroon.

Mr. Molgat married Allison Malcolm in 1958. They have two children.

Gilbert Parent
Speaker of the House of Commons

Gilbert Parent was elected Speaker of the House of Commons on January 17, 1994. He is the second Speaker in Canadian history to be elected by a secret ballot of Members of the House of Commons.

Mr. Parent was born on July 25, 1935, in Mattawa, Ontario. He holds a B.Sc. from St. Joseph's College, Indiana (USA); an M.A. from Niagara University, New York (USA); and an M.Ed. from the State University of New York at Buffalo (USA). In 1995, St. Joseph's College and Niagara University each awarded him an honorary Doctorate of Laws.

An educator and administrator, Mr. Parent was first elected to Parliament in 1974. He was re-elected in 1979, 1980, 1988 and again in 1993. He represents the Ontario riding of Welland-St. Catharines-Thorold.

He has served as Parliamentary Secretary to the Minister of Veterans Affairs (1977-1979), as Parliamentary Secretary to the Minister of Labour and Minister of State for Fitness and Amateur Sport (1981-1983), and as chairman of numerous legislative committees. From 1980-1983, he was Chairman of the National Liberal Caucus. He was appointed Opposition Critic for Youth in 1989 and Opposition Critic for Labour in 1992.

He has been an active member of the Canada-U.S. Parliamentary Association, the Canada-France Parliamentary Association, and the Canada-Europe Parliamentary Association. He has represented Canada at the United Nations and at Congresses of the International Labour Organization in Geneva.

Mr. Parent and his wife Joan have four children.

Qiao Shi

**Chairman of the Standing Committee of the National People's Congress
of the People's Republic of China**

Born in Zhejiang Province in 1924, Qiao Shi joined the Chinese Communist Party at 16, serving in the Shanghai communist underground from 1945 to 1949.

From 1954 to 1962, he worked in heavy industry, both as a manager and as the head of the Communist party youth committees in the factories.

In 1963, he began working full-time for the Communist Party, beginning with the Central Committee's International Liaison Committee. In 1982, he became the Director of the Communist Party's International Liaison Department and a year later was appointed Director of the Communist Party's General Affairs Bureau.

In 1985, Qiao Shi became a member of the Politburo and the Secretariat of the Chinese Communist Party, before being promoted to Vice-Premier in charge of co-ordinating the ministries of Public and State Security, a position he relinquished in 1988 following his appointment as director of the Central Commission of Discipline Inspection.

In 1989, Qiao Shi became chief of the Party's Central School and member of the Politburo Central Committee before being elected chair of the National People's Congress Standing Committee in 1993.

Qiao Shi is married to Yu Wen and has two children.

Backgrounders

Canada-China Relations

General

- Canada-China relations have been enhanced significantly since Prime Minister Jean Chrétien led the Team Canada trade mission to China in November 1994. The largest ever Canadian delegation to China, it included two federal ministers, nine provincial premiers, two territorial leaders and close to 400 Canadian business representatives.
- Several visits have occurred since the Team Canada mission, including the October 1995 visit to Canada of Chinese Premier Li Peng. These visits help Canada develop a broad relationship, engaging China in four key areas: economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security.
- Given China's economic growth and potential, Canada is positioning itself now to build an economic partnership that will create jobs and prosperity at home, as well as benefit the people of China.
- Sustainable development is an integral component of Canada's policy towards China. Canada seeks to assist China — the world's largest consumer of coal — in managing its environment to the benefit of the global environment.
- Canada continues to work bilaterally and multilaterally to ensure that China respects its obligations under the United Nations Universal Declaration on Human Rights. Canada continues to raise concerns over the detention of political dissidents and the general lack of political freedoms in China.
- Canada has engaged China in a sustained and substantive dialogue on non-proliferation questions and regional security, with a view to encouraging China to exercise responsible international behaviour with respect to arms sales and the early and successful conclusion of the Comprehensive Test Ban Treaty.
- Canada has a direct interest in the smooth transition of Hong Kong from British to Chinese sovereignty in 1997. We have urged both China and the United Kingdom to co-operate in ensuring Hong Kong's continued stability and prosperity.
- Canada has an embassy in Beijing and a consulate in Shanghai. It has also established a trade office in Guangzhou (Canton), in Guangdong province, the heart of the fast-growing southern region of China.

Trade and Investment

- China is Canada's second most important trading partner in Asia-Pacific and our fifth largest export market in the world. Two-way trade reached \$8 billion in 1995. Canadian exports to China increased 47 per cent over the previous year to a record \$3.38 billion.
- Canadian businesses have achieved notable success in the China market in the last two years. During the Prime Minister's Team Canada mission to China in November 1994, Canadian companies announced \$8.6 billion worth of commercial arrangements, including contracts, memoranda of understanding and joint venture agreements. Canadian firms have since reported an additional \$850 million in business transactions attributable to the Team Canada initiative. New business valued at \$1 billion was also concluded in October 1995 during the visit of Premier Li Peng.
- Since China embarked on an open door policy of economic reform in 1978, Canada-China trade relations have evolved rapidly. Traditionally, Canadian exports to China have comprised basic commodities such as wheat, fertilizers and wood pulp. However, in recent years, sales of manufactured goods, such as electrical, mechanical and telecommunications equipment, have gained importance. Exports of high value-added manufactured goods have more than doubled over the past two years. They now account for close to 44 per cent of total exports, up from only 4 per cent of Canadian exports in 1988.
- Canadian imports from China were valued at \$4.6 billion in 1995, up from \$3.8 billion in 1994. Major imports include outerwear, cotton, apparel, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment and oil seeds.
- Many of China's import and infrastructure requirements correspond to Canada's prime export strengths, especially in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, the environment, transportation, mining and petrochemicals, and agriculture.
- Canada has consistently supported the efforts of the Chinese government to open its markets by extending it most-favoured-nation trading status. This status gives China access to the Canadian market on the same basis as most other trading partners. Canada also supports China's application for entry into the World Trade Organization, which would give Canadian businesses better access to the Chinese market.

- Canada's Export Development Corporation plays a critical role in financing value-added exports to China. EDC offers concessional and non-concessional lines of credit to companies doing business in China. Concessional credits are available for non-commercial projects.
- Chinese authorities are actively encouraging foreign investment. Several Canadian firms, especially the larger ones with world-renowned technology, have invested \$1.8 billion in China since the early 1970s. While the investment environment is slowly improving, Canadian small and medium-sized businesses are also starting to pay attention to China as an investment destination.
- More than 100 Canadian companies have offices in China, and Canadian firms are increasingly interested in expanding operations there.

Academic and Cultural Relations

- Canada-China academic relations date back more than 50 years. In 1941, Professor Chian Wei Chang became the first Chinese person to graduate from a Canadian university, the University of Toronto. He later played an important role in developing Canadian studies programs in China during his presidency at the Shanghai University of Technology. He was also vice-president of the Chinese Democratic Party.
- For the past 15 years or so, Chinese interest in Canadian studies has increased considerably. At present, there are nearly 20 Canadian studies centres in China, plus a Chinese Canadian Studies Association. Canada spends nearly \$250,000 a year in developing Canadian studies programs in China.
- In the late 1980s, Canada and China signed a memorandum of understanding renewing the China-Canada Scholars Exchange Program, under which a dozen or so university professors and students from each country travel to the other country to study every year.
- More than 4,000 Chinese students are now studying at Canadian universities, mainly in engineering and pure sciences. About 100 Canadian students are studying in China.
- Canada has long considered cultural relations with China an important facet of bilateral relations. Official consultations on cultural relations take place regularly.

Development Assistance Co-operation

- The Canadian International Development Agency launched its official development assistance program with China in 1981. Since 1990, annual bilateral (government-to-government) funding has been in the range of \$30-32 million. Bilateral projections for 1995-96 are \$36 million.
- The current Country Development Policy Framework for China was launched by both governments in July 1994. All new CIDA programs in China now focus on economic co-operation, environmental sustainability, human rights and democratic development, and good governance. Women in development and poverty reduction also figure prominently in the new policy framework. Letters of intent have been signed for 17 new initiatives in the areas of environmental sustainability, economic co-operation, good governance and women in development.
- Major ongoing projects include the Canada–China Enterprise Management Training Centre, Assistance to Open Cities, the China Council for International Co-operation on Environment and Development, Lean Swine Production, South China Power Studies, the Oil and Gas Technology Transfer Program, and comprehensive Transport Management Training.
- CIDA's Industrial Co-operation Program provides financial contributions to Canadian firms wanting to participate in sustainable development through long-term co-operation with local partners in developing countries. In 1995-96, the program disbursed \$7.8 million to support projects in China.
- In November 1994, Prime Minister Chrétien and Chinese Premier Li Peng signed letters of intent for six development co-operation projects that support Chinese administrative, legal and economic reforms. These include: Statistical Information Management Project, Public Policy Options Program, Xinjiang Women's Income Generation Project, Women's Law Program, Special University Linkage Consolidation Program, and Senior Judges Training Centre Project.

Canadian Foreign Policy on China: A Four-Pillar Partnership

China is one of the most dynamic nations in the world. Since China adopted its program of economic reform in 1978, its output has grown by an average of 9 per cent a year. China now attracts almost one-third of foreign direct investment flows to developing countries and is the world's 11th largest trading nation. China is also home to one fifth of the world's population.

As a permanent member of the United Nations Security Council, a nuclear weapons state and an active participant in other regional groups such as the Asia-Pacific Economic Co-operation forum and the Association of South East Asian Nations Regional Forum, China's influence continues to grow.

Canada's foreign policy objectives reflect these realities. Canada's interests lie in China's stability, reform and sustainable economic growth. Canada's overarching objective has been to encourage China to maintain its open door policy and to become fully integrated in global and regional political and economic institutions.

Engagement is the cornerstone of Canada's policy on China. Our long-term relations are based on four equally important and mutually reinforcing pillars: economic partnership; sustainable development; human rights, good governance and the rule of law; and peace and security. Canada believes that only through systematic and wide-ranging contact will it be able to encourage greater openness and freedom in China and advance Canadian interests there.

Economic Partnership

- Canada is positioning itself to build an economic partnership with China that will both benefit the people of China and create jobs and prosperity in Canada. Events such as the highly successful Team Canada mission to China in November 1994 and the return visit of Chinese Premier Li Peng in October 1995 are helping to achieve that.
- Since China launched its economic reform program, bilateral trade and investment relations have evolved considerably. Today, China is Canada's second most important market in Asia-Pacific and our fifth largest export market in the world. More than 100 Canadian companies have offices in China.
- Two-way trade reached \$8 billion in 1995. Canadian exports to China increased 47 per cent in 1995 to \$3.38 billion. Exports of manufactured goods to China have more than doubled over the past two years. They now account for close to 44 per cent of total exports, up from only 4 per cent of our exports in 1988.

- Strengthening the partnership is the fact that many of China's import and infrastructure requirements parallel Canada's top export strengths, particularly in areas such as telecommunications, oil and gas, power generation, the environment, transportation, mining and petrochemicals, and agriculture.
- Canada is supporting continued economic reform in China. An efficient modern economy needs a specialized infrastructure, underpinned by transparent legislation and regulation. Canadian development assistance is helping China put in place the "software" of a modern economy.
- Canada is also supporting China's accession to the World Trade Organization, which will provide better access for Canadian goods and services.
- Canada and China co-operate on regional economic issues through the 18-member Asia-Pacific Economic Co-operation forum (APEC). Canada and China share a common interest in pushing for economic reform and trade liberalization among APEC members.

Sustainable Development

- Canada is committed to helping China develop policies and institutions that enhance sustainable development by recognizing the relationship among economic growth, social development and environmental protection.
- The environment is an important issue in China. Its immense population has placed considerable pressure on China's natural resources. Water shortages are becoming increasingly frequent and serious. Underground waterbeds are gradually deteriorating. Pollution of lakes and rivers is widespread. Erosion, salinization and urbanization are devastating agricultural land. China is also the world's largest consumer of coal, and coal-fed electrical generators are currently the engines of its growing economy.
- Recognizing that developments in China have global implications and that China can make a positive contribution toward resolving global environmental problems, Canada is working with China on a range of environmental management issues.
- Through our bilateral Memorandum of Understanding on the Environment and through the Canadian International Development Agency's assistance programs, Canada is providing environmental technologies and services, technical training, management expertise and applied research to China.

- Canada is also working with China's National Environmental Protection Agency in a number of areas, including water pollution, water basin management, hazardous and solid waste management, training and analysis of samples for toxic pollutants, and ozone depletion and the application of the Montreal Protocol.

Human Rights, Good Governance and the Rule of Law

- Respect for human rights and the rule of law in China is an essential Canadian objective. Canada believes China does not meet some of its international human rights obligations; and we are developing a constructive dialogue using bilateral and multilateral opportunities to raise Canada's concerns.
- Canada does not favour isolationism, believing that engagement and dialogue are most often the best approach. Canada believes that a China that is open to the world can better serve its people, both economically and politically, and can increase respect for human rights.
- Canada promotes the defence of fundamental human rights, as defined by the United Nations Universal Declaration on Human Rights, and encourages the reform of legal structures, good governance and the promotion of the rule of law.
- Frequent high-level contact with Chinese leaders over the past year has enabled Canada to raise its concerns; and Canadian officials will continue to hold frank and open discussions with Chinese authorities on human rights issues, such as our bilateral dialogue held in Beijing in January 1996.
- At the Commission on Human Rights in Geneva in 1995, Canada co-sponsored a draft resolution on human rights in China, expressing concern about continuing reports of violations of human rights and fundamental freedoms by local, provincial and national authorities as well as reports of severe restrictions on the rights of citizens to freedom of assembly, association, expression and religion, as well as rights to due legal process and to a fair trial.
- Development assistance is an important way of advancing human rights, democracy and good governance. Many Canadian projects are currently under way to encourage China to reform legal and judicial structures by increasing the transparency of legal processes and to adapt these structures to the new needs arising from economic reform. Specific projects include support for research on human rights, technical assistance on revising criminal procedures to better protect the rights of the accused, criminal law reform, and exchanges between lawyers. The new focus on human rights and democratic development in CIDA's

development program has increased the amount of funding available for co-operative work.

- A number of bilateral, high-level visits over the last year have emphasized good governance. State Councillor Li Guixian and Personnel Minister Song Defu held discussions in May 1995 in Ottawa on civil service reform and public service management. This visit provided an opportunity to share views on a number of issues at the forefront of China's agenda for reform: corruption and abuse of power, structural problems in government institutions and reform of the role of government.
- During his visit to Beijing in July 1995, then Human Resource Development Minister Lloyd Axworthy followed up with discussions on Canada's experiences in improving programs dealing with pension system reform, labour adjustment, job creation and education. Canada and China signed a memorandum of understanding on training and personnel management.
- Three projects announced during Prime Minister Chrétien's visit to China in November 1994 — senior judges training, the implementation of China's Women's Law and statistical information management training — are all in the final design stages.

Peace and Security

- International peace and security are key elements of Canada's foreign policy. This cannot be achieved without the full participation of China, one of the world's most powerful and influential countries. China has one fifth of the world's population and is a permanent member of the United Nations Security Council and a nuclear weapons state with the world's largest active forces.
- Canada and China maintain a dialogue on regional security, non-proliferation, arms control and peacekeeping. The two countries last held bilateral security talks in August 1995 and the next round of discussions will be held in Ottawa in the Spring of 1996. Canada intends to remain engaged in this dialogue, particularly on issues such as the Korean peninsula and nuclear non-proliferation.
- As Pacific countries and members of the Association of Southeast Asian Nations Regional Forum, Canada and China share an interest in global and regional peace and security. The ASEAN Regional Forum is an annual meeting of foreign ministers from the seven ASEAN countries, seven "dialogue partners" and five other consultative partners. The forum has dealt with key concerns such as the South China Sea/Spratly Islands, the Korean peninsula, and Taiwan.

- Canadian initiatives in the ASEAN Regional Forum included preparing discussion papers on non-proliferation, preventive diplomacy and conflict management, as well as proposing regional workshops on practical issues of common interest, including peacekeeping.
- China supported the indefinite extension of the Nuclear Non-Proliferation Treaty at the NPT Conference in May 1995. At the same time, China supported a commitment to negotiate a comprehensive nuclear test ban treaty by 1996. China continues to conduct nuclear weapons test explosions while committing itself to stop testing once the test ban treaty enters into force. China maintains that because it has conducted far fewer tests than the other nuclear weapons states, its nuclear weapons stockpiles are, in comparison, still relatively rudimentary and in need of modernization.
- Canada is working to obtain China's co-operation in restraining the international flow of conventional weapons, particularly to regions of tension and instability. Canada welcomed the 1994 joint statement by China and the United States in which China committed to the export control guidelines of the Missile Technology Control Regime.

Canada-China Agreements and Memorandums of Understanding

Subject	Date Signed	Agreements or memorandums of understanding
AGREEMENTS		
Air	June 1973	Civil Air Transport Agreement
Trademarks	July 1973	Exchange of notes concerning Reciprocal Registration of Trade Marks
Commerce	October 1973	Trade Agreement
Economic Co-operation	October 1979	Protocol on Economic Co-operation
Claims	August 1981	Agreement concerning the Settlement of Private Property Claims
Development Co-operation	October 1983	General Agreement on Development Co-operation
Investment Insurance	January 1984	Exchange of notes relating to Foreign Investment Insurance
Taxation	May 1986	Agreement for the Avoidance of Double Taxation and the Prevention of Fiscal Evasion with respect to Taxes on Income
Culture	February 1987	Agreement on Co-production of Films
Legal	July 1994	Mutual Legal Assistance Treaty
Environment	July 1994	Environmental Co-operation
Export Financing	July 1994	Export Financing Agreement
Nuclear Co-operation	November 1994	Nuclear Co-operation Agreement
MEMORANDUMS OF UNDERSTANDING		
Diplomatic Relations	October 1970	MOU concerning the establishment of diplomatic relations
Visas	October 1973	MOU regarding exchange of notes constituting a visa arrangement
Consular Matters	October 1973	MOU on family reunification
Textiles	April 1978	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products
Textiles	May 1979	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products
Education	June 1979	MOU on educational exchanges and co-operation
Consular Matters	August 1980	MOU regarding exchange of notes constituting an understanding on consular matters
Agriculture	September 1980	MOU between the Minister of Agriculture Canada and the ministers of Agriculture and State Farms and Land Reclamation of China

Subject	Date Signed	Agreements or memorandums of understanding
Economic Co-operation	September 1980	MOU between the State Scientific and Technological Commission of China and the International Development Research Centre of Canada
Textiles	January 1982	MOU relating to the trade in certain textile and clothing products
Culture	February 1982	MOU regarding program for cultural exchanges in 1982 and 1983
Scientific Co-operation	October 1983	MOU on scientific co-operation between the National Research Council of Canada and the Chinese Academy of Sciences
Hydroelectric Development	November 1984	MOU on co-operation in hydroelectric power development
Exchange of Information	January 1985	MOU on Discussion between the Information Centre of the State Economic Commission of China and Statistics Canada
Sports Exchanges	March 1985	MOU and protocol on sports exchanges for 1985
Culture	December 1985	MOU regarding program for cultural exchanges in 1986 and 1987
Agriculture	May 1986	MOU on plant quarantine co-operation
Economic Co-operation	October 1986	MOU between the governments of Canada and China
Textiles	January 1987	MOU relating to the export from China of certain textiles and textile products for import into Canada
Telecommunications	March 1988	MOU regarding the promotion and development of co-operation in telecommunications between the two countries
Trade	June 1991	MOU establishing a joint economic and trade council
Personnel Management and Public Administration	September 1991	MOU on co-operation between the Ministry of Personnel of China and the Public Service Commission of Canada in the field of personnel management and public administration
Environment	April 1993	MOU on environmental co-operation between Environment Canada and the National Environmental Protection Agency of China
Environment	June 1993	MOU between Environment Canada and the State Meteorological Administration of China on co-operative meteorological programs
Fisheries	September 1993	MOU on co-operation in the field of marine and fisheries, science and technology between Fisheries and Oceans Canada and the State Oceanic Administration of China
Health	October 1995	MOU on co-operation and exchanges in the field of public health
Personnel	October 1995	MOU on co-operation between Human Resources Development Canada and the Ministry of Personnel of China on training and personnel management

PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA

Capital: Beijing

GEODATA

Area

9.57 million km²

Population

1.2 billion

Beijing (metropolitan area): 10.8 million (1990)

Population growth

1.1%

Official language

Mandarin



POLITICAL DATA

Type of government

Communist Party-led state

Head of state

President Jiang Zemin, in office since March 27, 1993

Head of government

Premier Li Peng, in office since April 9, 1989

Minister of Foreign Affairs and Vice Premier

Qian Qichen

Minister of Foreign Trade and

Economic Co-operation

Wu Yi

UN Human Development Index

China ranks 94th among 173 countries

CANADIAN REPRESENTATIVE

Ambassador-designate Howard Balloch

19 Dong Zhi Men Wai Street

Chao Yang District

Beijing

People's Republic of China, 100600

Tel: (011-86-1) 532-3536

Fax: (011-86-1) 532-4311

ECONOMIC DATA

GDP

\$542.9 billion US (1993)

GDP growth rate

11.8% (1994)

GDP per capita

\$458 US (1993)

Unemployment rate

3% (est. 1994)

Main exports

Outerwear, cotton/apparel, games and toys, leather goods, footwear, mechanical equipment, oil and seeds

Main imports

Electrical and mechanical equipment, wheat, wood pulp, fertilizers, plastics

Main exports to Canada

\$4.63 billion (1995), including electrical machinery and equipment, apparel, toys and games

Main imports from Canada

\$3.38 billion (1995), including wheat, electrical machinery and equipment, and wood products

Sources: World Bank and others

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area

9 970 000 km²

Population

30 million

Population growth

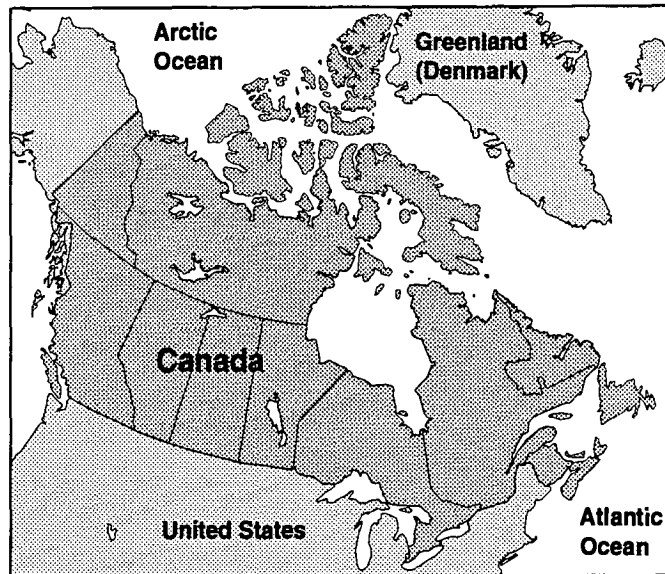
1.2% (1994)

Official languages

English, French

Major religions

Roman Catholic (46%), United Church (16%),
Anglican (10%)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Leader

Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs

Lloyd Axworthy

Minister for International Trade

Art Eggleton

Democratic institutions

Federal state, bicameral parliament

UN Human Development Index

Canada ranks 1st among 174 countries

CHINESE REPRESENTATIVE

Embassy of the People's Republic of China

515 St. Patrick Street

Ottawa ON K1N 5H3

Tel.: (613) 789-3434

Fax: (613) 789-1911

ECONOMIC DATA

GDP

\$780.027 billion (1995)

GDP growth rate

2.2% (1995)

GDP per capita

\$29 606 (1995)

Inflation rate

1.3% (February 1996)

Unemployment rate

9.6% (February 1996)

Major exports

\$263.69 billion (1995), including wood, paper, aluminum,
transportation equipment, minerals, fuels and capital
equipment

Major imports

\$225.49 billion (1995), including transportation equipment,
capital equipment, electronics and plastics